

# INTERSOL 2019

## IDENTIFIER LE DÉBITEUR DE L'OBLIGATION DE DÉPOLLUTION DES SITES : LES OUTILS JURIDIQUES

Elisabeth TERZIC  
BAUDRILLART  
Docteur en droit  
Consultante juridique  
Enseignante à l'Université  
de Strasbourg  
Avocate stagiaire

# PLAN DE L'INTERVENTION

- I. Dans un premier temps seront étudiés les cas dans lesquels c'est l'exploitant d'une installation ayant pollué le site qui est tenu à la réhabilitation de celui-ci.
- II. Dans un second temps, seront envisagés les cas où le **propriétaire** du site peut lui aussi être juridiquement tenu de prendre en charge une partie de la dépollution

# I. LA DÉPOLLUTION DU SITE PAR L'EXPLOITANT

⇒ Autorité compétente : le préfet pour les installations classées pour la protection de l'environnement

⇒ Débiteur de l'obligation : l'exploitant

*Que se passe-t-il en cas de succession d'exploitants sur un même site ?*

# LA SUCCESSION D'EXPLOITANTS

**Pour des activités différentes** : critère du rattachement direct

**Pour des activités identiques** : présomption d'imputabilité au dernier exploitant

⇒ **De l'importance de négocier la répartition de la charge de la dépollution dans les cessions de droits sociaux**

*Coopération fructueuse des avocats et des bureaux d'études!*



# L'EXPLOITANT DE FAIT

*Doit-on prendre en compte la réalité de l'exploitation ou le titre ?*

La jurisprudence récente va dans la sens d'une prise en compte prioritaire du titre (Conseil d'Etat 29 mars 2010, *Communauté de communes de Fécamp*, n°318886 et 6 décembre 2012, *ArcelorMittal France*, n°333977)

Mais n'écarte plus complètement la prise en compte de l'absence d'autorisation (Conseil d'Etat 29 juin 2018 n°400677)



## II. LA DÉPOLLUTION PAR LE PROPRIÉTAIRE DU SITE

### A. La police des déchets :

Pour le Conseil d'Etat : deux conditions :

- L'absence de détenteur connu de ces déchets
- La preuve de négligence du propriétaire à l'égard d'abandons sur ledit terrain ou lorsqu'il ne pouvait ignorer, à la date à laquelle il est devenu propriétaire de ce terrain, d'une part, l'existence de ces déchets, d'autre part, que la personne y ayant exercé une activité productrice de déchets ne serait pas en mesure de satisfaire à ses obligations

# DES DIVERGENCES DE POSITION

Pour la Cour de  
cassation :

=> *Présomption de  
faute du  
propriétaire*

Pour le Conseil  
d'état :

=> *La preuve pèse  
sur le demandeur*



# LA POLICE DES SITES ET SOLS POLLUÉS

Article L. 556-3 c. env. :

II. — Au sens du I, on entend par responsable, par ordre de priorité :

« 1° Pour les sols dont la pollution a pour origine une activité mentionnée à l'article L. 165-2, une installation classée pour la protection de l'environnement ou une installation nucléaire de base, **le dernier exploitant** de l'installation à l'origine de la pollution des sols, ou la personne désignée aux articles L. 512- 21 et L. 556-1, chacun pour ses obligations respectives.

Pour les sols pollués par une autre origine, **le producteur des déchets** qui a contribué à l'origine de la pollution des sols ou le **détenteur des déchets** dont la faute y a contribué ;



**Article L. 556-3 c. env. :**

**2° À titre subsidiaire, en l'absence de responsable au titre du 1°, le propriétaire de l'assise foncière des sols pollués par une activité ou des déchets tels que mentionnés au 1°, s'il est démontré qu'il a fait preuve de négligence ou qu'il n'est pas étranger à cette pollution ».**

**=> Plusieurs autorités compétentes possibles (article R. 556-4 c. env.)**



# INTÉRÊTS ET LIMITES

Une « hiérarchisation » novatrice des débiteurs de l'obligation de réhabilitation des sites pollués

Des dispositions juridiques particulièrement complexes à appréhender

Le risque d'une certaine confusion des fondements pertinents

Des craintes légitimes relatives à la sécurité juridique notamment des propriétaires



**MERCI POUR VOTRE  
ATTENTION**

**UNE REMARQUE? UNE  
QUESTION?**

**ELISATERZIC@YAHOO.FR**